

OCTOBRE EN ALGERIE.

Excédé par la misère, le chômage, les pénuries et la répression quotidienne, le prolétariat d'Algérie est descendu dans les rues plusieurs jours de suite en ce mois d'Octobre déjà symbolique des plus hauts faits de la lutte ouvrière internationale, pour réaliser la critique en acte du mythe socialiste avec lequel la classe dominante camouflait tant bien que mal l'abjecte société d'exploitation. A son tour, la bourgeoisie algérienne effrayée par l'ampleur de la tempête sociale n'a eu d'autre recours que de jeter le masque afin de restaurer l'ordre capitaliste, laissant sur le pavé des centaines de cadavres, reléguant dans ses bagnes de la mort en plein désert des milliers de prisonniers et pratiquant avec un art consommé la torture : électricité, baignoire, bastonnades, viols d'enfants...

« La tragédie », la « faillite », « l'idéal assassiné », geignent les professionnels gauchistes de l'indignation et les signataires de pétitions humanistes de toutes espèces, négligeant que ce sont eux qui, particulièrement en France (cf. le manifeste des 121), ont aidé les bourreaux actuels à accéder au pouvoir. Toutes ces personnalités se plaisaient à être 30 ans plus tôt les porteurs de valise du FLN. L'appellation était juste. Ce n'étaient que les larbins d'un Etat bourgeois en gestation qu'ils accompagnaient dans ses premiers pas. Devenu adulte aujourd'hui, celui-ci, loin d'avoir failli, a pleinement réalisé avec le bain de sang d'Octobre 1988 son être terroriste, son essence capitaliste ; n'en déplaise aux vautours « droit-de-l'hommesques ». Il a en outre acquis ses lettres de noblesse auprès de ses pairs en démontrant sa capacité à être un bastion inflexible du parti de l'ordre. C'est bien pourquoi l'Etat algérien a reçu la compréhension de tous les Etats du monde quelles que soient les animosités impérialistes qui les opposent. Dès lors qu'un secteur du prolétariat mondial se met à bouger, les différentes bourgeoisies réunies en une sainte-alliance ne font plus qu'un avec lui¹. C'est ainsi que Kadhafi en Libye, Hassan II qui craint à juste titre l'extension de l'onde de choc au Maroc, Reagan, Gorbatchev, Mitterrand achetant le gaz algérien plus cher que son cours réel, jusqu'à l'Arabie Saoudite du roi Fahd qui ouvre une ligne de crédit extraordinaire pour approvisionner le marché algérien, auront exprimé ostensiblement leur sympathie au chien sanglant Chadli.

¹ L'exemple récent de la Birmanie est à cet égard explicite où le cordon sanitaire dressé par la bourgeoisie internationale a parfaitement rempli son rôle d'étouffoir de la lutte prolétarienne complétant de la sorte le travail de répression mené par la bourgeoisie birmane. Lire à ce sujet « Pologne-Birmanie : luttes ouvrières et laboratoires de la contre-révolution » dans A Contre-Courant N°2.

Fort de son misérable prestige celui-ci, dans la foulée, a eu le privilège d'accueillir en Novembre les assises de l'OLP et d'applaudir le premier à la naissance officielle de l'Etat palestinien, ce rejeton du capital mondial. Arafat ne pouvait rêver meilleur parrainage. Certes il saura s'en montrer digne en temps opportun mais les bacchanales des bourgeois, qui ont besoin des charniers ouvriers pour stimuler leurs étreintes, sont décidément écoeurantes.

L'explosion du mercredi 4 octobre s'est inscrite dans un contexte d'agitation ouvrière croissante que préluait une série d'indices économiques dont les effets en cascade et cumulatifs achevaient juste de se répercuter dans la sphère sociale.

L'Algérie qui assure 80% de sa couverture alimentaire par les importations a vu son assiette financière se réduire de 40% ces trois dernières années suite à la chute du cours des hydrocarbures participant pour près de 90% de ses exportations ; le pétrole est passé de 28\$ le baril en '86 à 13\$ aujourd'hui alors que les revenus du gaz tombaient de 2.3 milliards de \$ en '86 à 1.5 milliards en '87. Les revenus doivent être pondérés à la baisse en raison d'un dollar déprécié – monnaie avec laquelle s'effectuent les transactions. Enfin, la bourgeoisie algérienne qui a toujours eu la réputation d'être un débiteur modèle dans les enceintes internationales², consacre annuellement 60% de ses revenus financiers au service de sa dette (22 milliards de \$).

La classe dominante se devait donc de réorganiser, rationaliser son économie et rompre de fait définitivement avec le populisme de l'ère Boumediene payé par la rente pétrolière. C'est dans le sens de « l'Infitah » (l'ouverture) prônée par Chadli, signifiant d'abord la fin du monopole étatique sur une industrie peu rentable – les usines n'ont jamais fonctionné à plus de 70% de leur capacité, la réduction de la force de travail pléthorique et improductive (malgré un chômage déjà avéré de 20%), l'instauration du salaire au rendement dans certains secteurs. Le volant d'action de la bourgeoisie était d'autant plus limité et périlleux qu'elle ne dispose d'aucun tampon social –le Parti d'Avant-garde Socialiste, stalinien, bien implanté dans le syndicat étatique UGTA malgré sa demi-illégalité n'est guère crédible.

Dès juillet, les protestations contre le rationnement de l'eau et la pénurie alimentaire surgissent en différentes localités, vite étouffées par la police. Début septembre, les ouvriers d'Annaba détruisent des réfrigérateurs destinés à l'exportation et qu'eux-mêmes ne peuvent se payer. C'est ensuite les dix mille ouvriers de l'automobile de la zone industrielle de Roubia – foyer traditionnel

² Il faudra bien un jour ajouter aux différentes catégories de socialisme décrites par Marx dans le Manifeste le « socialisme diplomatique » à l'algérienne. Fait de respectabilité et de droiture, il a toujours été un interlocuteur privilégié tant comme membre de la Ligue Arabe que comme mythique porte-drapeau du dit « Tiers-Monde ». L'Etat algérien a aussi servi de boîte aux lettres entre maints Etats en conflit et rempli plusieurs missions de médiateur (notamment pour la libération des otages américains en Iran). Aujourd'hui, il en récolte les fruits grâce à la solidarité sans faille manifestée par tous les Etats.

de luttes – qui entrent en grève pour s’opposer au blocage des salaires. Les arrêts de travail vont se multiplier dans plusieurs villes d’autant que les rumeurs de licenciement se font plus précises (la décision de licencier 300 ouvriers à Sidi-Bel-Abbès est annulée d’urgence par le gouvernement qui reconduit aussi la subvention aux produits de base ... introuvables). La grève atteint Alger (PTT, aviation...) tandis qu’un mot d’ordre de grève générale pour le 5 octobre circule un peu partout. Or la veille déjà, des masses de lycéens, de chômeurs et autres sans-travail ne pouvant espérer s’insérer dans le cycle productif, convergent des banlieues de Bab-El-Oued, Belcourt, El-Biar vers le centre ville qu’ils mettent à sac³. Relayant l’important mouvement de grèves, les émeutes embrasent le pays (Oran, Mostaganem, Annaba, Tlemcen, Blida) et n’épargnent rien : incendies des ministères de la jeunesse et de l’éducation, de mairies, attaques de commissariats, destruction d’archives judiciaires, pillages de centres commerciaux. Le siège du Front Polisario sera également la cible des prolétaires qui font ainsi voler en éclats l’unité nationale, les discours sur la solidarité pan-arabe, et pratiquent dans les faits le défaitisme révolutionnaire.

Mais si la spontanéité et la radicalité du soulèvement prolétarien témoignent de la profondeur de la crise sociale, elles ne peuvent non plus masquer l’absence d’organisation politique élémentaire, pourtant impérative à ce niveau d’affrontement ; de sorte que ne pourront être centralisées les actions éparses d’autodéfense ouvrière contre les troupes de choc de la bourgeoisie (distribution d’armes, liaisons entre les cités, échange d’informations, actions de commandos contre des objectifs stratégiques, protection militaire des quartiers). L’ennemi va tirer parti au maximum de cette faiblesse dramatique pour reprendre l’initiative.

L’état de siège est rapidement décrété par la bourgeoisie qui va s’employer à écraser les manifestations en déployant un terrorisme sans phrase. La soldatesque (composée d’unités d’élite déplacées de la frontière marocaine) ayant rétabli l’ordre contre-révolutionnaire par le fer et par le feu, le pouvoir algérien s’efforcera après coup de réduire le mouvement réel du prolétariat à des manipulations par les intégristes musulmans, au trop célèbre complot étranger ou à la gabegie de la bureaucratie. Notre classe s’est battue pour ses propres intérêts dans une guerre sociale irréductible à d’aussi pitoyables explications. Mais en procédant de la sorte, la bourgeoisie entend restaurer a contrario la souveraineté de son Etat que quelques mesures policières, sociales et administratives achèveraient de réhabiliter dans sa toute puissance totalitaire.

« Dans la mesure où l’Etat reconnaît des anomalies sociales, il en cherche la raison soit dans les lois naturelles qu’aucune puissance humaine ne peut plier

³ Les 2/3 de la population algérienne a moins de 25 ans ce qui explique la composition très jeune du prolétariat dont la situation sociale ne laisse d’autres moyens pour lutter que d’occuper la rue. Cette donnée illustre aussi l’importance du facteur démographique dans l’évaluation des luttes et de leur contexte.

soit dans la vie privée qui est indépendante de l'Etat, soit dans une inadaptation de l'administration qui dépend de l'Etat. »
(Marx. « Gloses marginales critiques au 'Roi de Prusse et Réforme Sociale' »).

Les réformes politiques annoncées les semaines suivantes ont effectivement pour objet de remédier à cette inadaptation et constituent de la sorte un moment de la répression exercée contre le prolétariat. Mitraille et démocratisation vont de pair et leur unité de but, leur complémentarité essentielle est bien illustrée en la personne de Chadli reconnu par la presse bourgeoise comme le plus rénovateur de tous les dirigeants algériens dans le moment même où le sang ouvrier coulait à flots dans les villes insurgées.

La décision la plus importante adoptée par le 6^{ème} congrès du FLN est sans conteste sa transformation de parti unique en front national, synthèse étatique des différents courants de la bourgeoisie à la remorque desquels elle va s'efforcer d'attacher un prolétariat qui s'était complètement détourné du parti-FLN ces dernières années.

Par un de ces renversements dialectiques dont l'histoire est riche, le FLN cesse donc d'être un parti pour les mêmes raisons qui, après le renversement de Ben Bella le 19 juin 1965, l'avait précisément institué en parti : la sauvegarde de l'Etat. Faiblesse de la bourgeoisie hier, le front pourrait être sa nouvelle force aujourd'hui. Le rassemblement de tendances politiques hétérogènes se livrant une âpre lutte d'intérêts, le front diffus que constituait à l'époque le FLN fragilisait par trop le jeune Etat algérien déjà confronté à la guerre avec le Maroc, au soulèvement nationaliste en Kabylie et à la mise au pas (c'est-à-dire au travail) des prolétaires trop enclins à identifier les réalités de l'indépendance nationale à celles de la période coloniale. La transformation autoritaire du FLN en parti unique par le colonel Boumediene (avec l'exil des fractions défaites : Ben Bella, Aït Ahmed, Harbi...) ⁴ allait mettre fin à ce péril dans le même temps où l'armée confisquait tout le pouvoir ⁵. Mais si le parti-FLN a réussi à discipliner les intérêts bourgeois concurrents, il a parallèlement abouti à la sclérose, à la trop grande rigidité de l'appareil politique, largement décalé et inadapté face aux exigences de contrôle social, d'encadrement du prolétariat dont l'énorme accroissement est caractérisé par sa jeunesse et la relégation quasi-permanente de vastes secteurs dans l'armée industrielle de réserve.

En dépoussiérant son organisation politique sous l'aiguillon d'Octobre, la bourgeoisie algérienne se prépare dès maintenant aux prochains combats que susciteront inévitablement les mesures anti-ouvrières indispensables au

⁴ Tous ces exilés, reniés par un Etat qu'ils avaient servi au mieux remplirent le silence ayant succédé au massacre de leurs criaileries démocratiques en faveur du pluralisme politique. Rappelons à ces messieurs pour les ramener à plus de décence, que les émeutiers sont descendus dans les rues en criant : « Nous obéissons depuis 1962, maintenant cela suffit » (cf. La Republica du 08.10.88).

⁵ Toute cette trajectoire est ramassée en un jeu de mots cinglant d'après lequel l'Algérie a été décolonisée pour être « colonellisée ».

sauvetage de l'économie nationale mal en point. Les importations incompressibles (matières premières et autres fournitures aux usines) seront de plus en plus difficilement couvertes par des recettes d'exportations toujours moindres (la diminution du prix des hydrocarbures va s'accroître tandis que certains contrats gaziers ne seront même plus renouvelés), sauf augmentation de la dette qui s'exprimera directement par des plans d'austérité draconiens. La mesure tactique d'urgence que représentait les ravitaillements de magasins ne pourra être maintenue longtemps, les pénuries reviendront très vite, encore plus aiguës. La mobilisation nationale malgré tout escomptée sera très difficile en dépit de la démocratisation sociale en cours, car elle ne peut s'appuyer sur aucune contre-partie économique.

Le coup d'éclat empressé de la bourgeoisie française qui vient d'octroyer 7 milliards de FF de crédits à des taux préférentiels (consolidé notamment par « revolving ») et qui accepte la facturation du gaz algérien à un prix supérieur à celui du marché (le prétendu contentieux à ce sujet ne résiste pas au fait que le gaz algérien n'est même plus concurrentiel) indique bien cette peur d'une dérive incontrôlable en Algérie d'autant plus que la France conserve d'importantes relations économiques avec son ex-colonie outre la présence de plus d'un million de travailleurs algériens en France susceptibles de marquer leur solidarité au-delà des barrières nationales.

C'est dans le même sens qu'il faut comprendre l'accord implicite intervenu avec le Maroc à propos du Sahara Occidental : l'Algérie n'a plus les moyens de poursuivre son aide militaire au Front Polisario, à quoi s'ajoute le fait qu'elle ne réussit plus à susciter l'union nationale sur cette question. Cet accord satisfait par ailleurs Hassan II qui rencontre également la même hostilité à l'effort de guerre (dénoncé violemment en '81 et '84) et qui s'octroie aussi le « Sahara utile » (riche en phosphate), se disposant à concéder aux sahraouis quelques cailloux dans le désert, suffisant à l'exercice de leur droit impérialiste à l'autodétermination et à la souveraineté nationale.

Il n'y a nul paradoxe à voir la royauté chrétienne témoigner sa solidarité au soi-disant socialisme algérien. Les Etats de la région, malgré leurs orientations idéologiques contrastées ont pleine conscience que tout le Maghreb est devenu une véritable poudrière sociale dont les explosions à intervalles réguliers en tel ou tel endroit se diffusent à très bref délai dans les autres Etats. Devant le spectre révolutionnaire qui ne s'embarrasse pas de frontières, les rivalités impérialistes passent au second plan afin de permettre une riposte commune contre les « assaillants du ciel » (cf. Marx). Cette dernière décennie, les mouvements de lutte ont secoué dans un temps rapproché la Tunisie (janvier-février '78), Tizi-Ouzou et la Kabylie en avril '80, Casablanca au Maroc (20 juin '81), la Tunisie et le Maroc simultanément au début janvier '84, Sétif et Constantine en novembre '86 ; tandis que des émeutes radicales éclatent régulièrement en Egypte (depuis janvier '77 jusqu'aux manifestations violentes des miliciens – ouvriers sous l'uniforme – il y a deux ans). Il existe bien une onde de généralisation qui se nourrit d'une commune misère et n'est entravée

par aucune barrière linguistique (même si le boycott des informations est à chaque fois total). Toutefois le caractère international des luttes n'a jusqu'à présent jamais donné lieu à une unification internationaliste de celles-ci. Les différentes bourgeoisies réussissent encore à les circonscrire dans leurs Etats respectifs. Malgré l'âme universelle que renferment les émeutes et à défaut d'organisation prolétarienne synthétisant, dirigeant leur être révolutionnaire identique, l'intelligence politique bourgeoise a chaque fois pris le dessus en prêtant aux soulèvements périodiques un esprit borné, limité, immédiat : ils ne seraient guère plus que le résultat malheureux de déficiences accidentelles ou volontaires de l'administration et/ou du gouvernement⁶. D'où aussi la ridicule focalisation sur les intégristes islamiques, ennemis acceptables puisque leurs gesticulations respectent religieusement le cadre capitaliste⁷ et sur tous les autres facteurs de division tant nationale qu'internationale du prolétariat (revendications parcellaires, spécificité des problèmes).

Quoi que prétende la bourgeoisie, la guerre sociale a une dynamique directement régionale et la radicalité, la périodicité croissante des luttes qui ne rencontrent aucun ou presque pas de garde-fous imposent aux différents Etats de se moderniser, c'est-à-dire de se blinder en perspective des prochains assauts prolétariens car les discours conciliants, paternalistes des chefs d'Etats qui suivaient immédiatement les massacres suffiront de moins en moins à anesthésier le prolétariat, à étouffer sa révolte. Le caractère arriéré ou progressiste de ces Etats résultera donc de leur capacité à répondre avec des formes politiques appropriées aux luttes ouvrières. En Tunisie, par exemple, il a fallu un coup d'Etat constitutionnel en novembre 1987 pour remplacer le sénile Bourguiba par Ben Ali qui a, d'emblée, promotionné une opposition (gauche, syndicat), tandis qu'au Maroc la répression systématique à laquelle se tient la bourgeoisie lui laisse beaucoup moins de marge de manœuvre.

Dans tous les cas, rien n'empêchera le mûrissement des contradictions capitalistes sous les coups de boutoir de la crise catastrophique, nécessitant de notre point de vue de classe l'émergence de pôles révolutionnaires en vue de l'organisation des combats futurs. Si, en effet, cet héroïsme ouvrier anonyme ne manquera jamais, ni cette admirable énergie révolutionnaire pour s'opposer à l'ordre capitaliste, ils devront, pour ne pas être dilapidés en vain, se donner une direction communiste afin de passer à un stade qualitativement supérieur de la lutte et donc s'attribuer les moyens politiques, organisationnels d'attenter au

⁶ Or les scandales, les prévarications, la bureaucratie soudoyée sont intimement liés à l'Etat qui est selon les mots de Marx « la serre chaude de toutes les corruptions de cette société » (La guerre civile en France).

⁷ Leur idéologie d'unanimisme social – la communauté des croyants – de vie austère, de renoncement est également bienvenue quand il s'agit d'appeler au partage démocratique de la misère et pourrait servir de soupape à la colère ouvrière. En ce sens c'est une force sociale de réserve pour l'Etat algérien, même si aujourd'hui ils ne rencontrent que peu d'écho, trop identifiés à l'Etat : rencontre de dignitaires intégristes par Chadli, appels à la réconciliation dans les mosquées, liberté d'action en plein état de guerre pour envoyer des adolescents au devant des mitrailleuses de l'armée.

procès même de valorisation que les caractères de l'émeute ne permettent pas ou trop ponctuellement. Sinon, l'emprise bourgeoise sur les mouvements perdurera et les conduira à des impasses en les épuisant. Ainsi en Algérie, la répression des émeutes n'a pas mis fin aux grèves (signe de la tension sociale restée encore vivace) ; mais désormais fermement encadrées par les rabatteurs syndicaux de l'UGTA qui en ont évacué les revendications ouvrières initiales, elles participent à présent au mouvement de réorganisation interne du capital en réclamant le limogeage de patrons incompetents ou corrompus, c'est-à-dire à l'assainissement de la gestion économique. D'autre part, l'arme de la division est adroitement utilisée par la bourgeoisie algérienne qui a fait une publicité puante au nationalisme kabyle et à ses crapuleuses revendications concernant une soi-disant « communauté culturelle opprimée » qui ne sont qu'incitations à la haine entre prolétaires berbères et arabes⁸. En 1980 déjà, la réelle signification ouvrière des événements de Tizi-Ouzou avait été en partie obscurcie par la mise en avant de l'agitation universitaire et linguistique certes présente comme tare mais non déterminante.

L'appréciation des luttes de classe en Algérie par les militants communistes est d'abord la revendication explicite de l'action prolétarienne dans tous ses aspects contre la bourgeoisie locale aidée en la circonstance par ses consœurs du monde entier. Tâche indispensable et en même temps expression de notre réelle solidarité de classe dès lors que les pleureuses humanistes se dépensent sans compter pour que les centaines d'ouvriers tombés sous les coups de la répression sauvage servent à leurs sinistres campagnes démocratiques. C'est ensuite la confirmation de notre perspective révolutionnaire bien vivante malgré les faux-semblants de l'idéologie capitaliste et dont les éclatements localisés actuels (cf. aussi la Birmanie) sont les signes avant-coureurs de son retour prochain sur la scène historique. Il importe par conséquent d'affiner notre décryptage de la réalité capitaliste d'aujourd'hui, du mouvement de la valeur et de sa tendance inexorable à la dévalorisation afin de prévoir au mieux les prochains moments et zones de fracture dans le carcan contre-révolutionnaire mondial. En ce sens, l'héroïque combat des prolétaires algériens s'inscrit dans les innombrables épisodes de la guerre de classe internationale qui, les uns après les autres, nous rapprochent de l'échéance communiste qui obligera la bourgeoisie à régler intégralement sa dette, non monétaire ni négociable car historique et à titre humain.

Décembre 1988.

⁸ L'ignominie progressiste apparaît dans les paroles d'une chanson très populaire du répertoire kabyle : « Quand je vois un arabe dans mon jardin, je tire dessus » (cf. Le Monde du 17.12.88).